

No. 48842*

**Argentina
and
Haiti**

Agreement on technical cooperation between the Argentine Republic and the Republic of Haiti. Port-au-Prince, 21 September 2009

Entry into force: *21 September 2009 by signature, in accordance with article 8*

Authentic texts: *French and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Argentina, 16 August 2011*

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**Argentine
et
Haïti**

Accord de coopération technique entre la République argentine et la République d'Haïti. Port-au-Prince, 21 septembre 2009

Entrée en vigueur : *21 septembre 2009 par signature, conformément à l'article 8*

Textes authentiques : *français et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Argentine, 16 août 2011*

** Numéro de volume RTNU n'a pas encore été établie pour ce dossier. Les textes reproduits ci-dessous, s'ils sont disponibles, sont les textes authentiques de l'accord/pièce jointe d'action tel que soumises pour l'enregistrement et publication au Secrétariat. Pour référence, ils ont été présentés sous forme de la pagination consécutive. Les traductions, s'ils sont inclus, ne sont pas en form finale et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

**ACCORD DE COOPERATION
TECHNIQUE ENTRE LA
REPUBLIQUE ARGENTINE ET LA
REPUBLIQUE D'HAÏTI.**

Le Gouvernement de la République Argentine et le Gouvernement de la République d'Haïti –désormais nommée “les Parties”- souscrivent le présent Accord de Coopération Technique, sujet aux considérations et articles ci-dessous:

CONSIDERANT:

L'Accord de Coopération Scientifique et Technique entre la République Argentine et la République d'Haïti du 15 septembre 1980.

Le travail effectué par la mission de coopération du Ministère de l'Économie et des Finances Publiques de la République Argentine en Haïti depuis juillet 2006.

La visite de travail effectuée par une délégation de fonctionnaires haïtiens du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE) et du Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) à la Direction Nationale d'Investissements Publics (DNIP) du Ministère de l'Économie et des Finances Publiques de la République Argentine au cours du mois d'avril 2007 et les résultats de ladite mission, en particulier en ce qui concerne la viabilité de transférer le système de banque de projets argentine (désormais “BAPIN”) en Haïti.

Que l'effort conjoint et complémentaire des deux Ministères peut contribuer à améliorer la gestion de l'investissement public en Haïti.

**LES PARTIES CONVIENNENT CE
QUI SUIT:**

Article Premier. Objectif.

A travers le présent Accord, les Parties chercheront à renforcer la capacité de gestion du système de planification d'Haïti et, spécialement, de la programmation des investissements publics via la mise en fonctionnement d'une banque de données de projets et de programmes du secteur public.

Article Second. Description de la nature de la coopération.

Les Autorités d'Application du présent Accord seront pour la République Argentine: le Ministère de l'Economie et des Finances Publiques -MECON- et pour la République d'Haïti: le Ministère de Planification et de la Coopération Externe -MPCE-.

A travers cet Accord, le MECON s'engage a fournir au MPCE assistance technique et logistique pour la réalisation de l'objectif établi dans l'article précédent ; et le MPCE s'engage à effectuer les activités techniques nécessaires pour l'exécution du projet de mise en marche de la banque de projets (BAPIN), en accord avec le détail des responsabilités décrites dans l'Article 3.

Article Troisième. Responsabilités des Parties.

A) Du Ministère de l'Économie et des Finances Publiques de la République Argentine:

- a) Effectuer un séminaire-atelier de trois semaines à Port-au-Prince de présentation, analyse et fonctionnement du BAPIN.
- b) Traduire au français et adapter tout le matériel du système opérationnel (software) ainsi que les manuels, en fonction des nécessités d'Haïti.
- c) Financer le voyage et le séjour d'une semaine de quatre fonctionnaires haïtiens

- a Buenos Aires dans le but d'ajuster la version finale du système, une fois que ce dernier soit adapté à la réalité d'Haïti.
- d) Effectuer à Port-au-Prince un séminaire d'une semaine pour la formation de formateurs pour l'installation du système auprès des usagers.
- e) Superviser la réalisation des premiers cours de formation aux usagers du système.
- f) Assister le MPCE pendant les trois premiers mois de fonctionnement du système et maintenir un système de consultation permanente dans le future.

B) Du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe de la République d'Haïti:

- i) Assister institutionnellement les activités du projet dans la ville de Port-au-Prince.
- ii) Assister les spécialistes argentins dans la formation des fonctionnaires haïtiens.
- iii) Assurer l'identification et la sélection de l'équipe de gestion et administration du BAPIN en fonction des profils présentés dans le projet.
- iv) Mettre à disposition les installations et l'équipement nécessaires à Port-au-Prince.
- v) Assister les experts argentins dans l'adaptation du système aux conditions d'Haïti, y compris pour la traduction du matériel.
- vi) Coordonner avec les techniciens argentins la formation de formateurs et les premières formations aux usagers du système.
- vii) Assurer les conditions de travail nécessaires pour le fonctionnement de l'équipement administrateur du système.

C) Responsabilités conjointes

À la fin de l'étape initiale, les Autorités

d'Application évalueront les résultats obtenus et s'accorderont sur la possibilité de continuer avec les activités, en incorporant d'éventuelles nouvelles composantes au projet.

Article Quatrième. Mécanismes de coordination et décision.

Pour assurer la bonne marche et la finalisation de la coopération établie dans le présent Accord, les Autorités d'Application désignent, pour le Ministère de l'Économie et des Finances Publiques de la République Argentine, M. Alejandro López-Accotto et M. Manuel Weich et pour le MPCE, son Directeur Général Adjoint, M. Wilner Valcin et son Directeur de Cabinet, M. Claude Grand-Pierre, qui seront responsables de la planification et du suivi du projet.

Les Autorités d'Application se notifieront entre elles, par la voie diplomatique, dans le cas d'avoir un changement des responsables désignés dans le précédent paragraphe.

Article Cinquième.

Pour la réalisation des activités qui –selon l'article Troisième, aléa A)- correspondent au Ministère de l'Économie et des Finances Publiques de la République Argentine, les responsables mentionnés dans l'article précédent coordonneront leurs activités avec l'Ambassade Argentine en Haïti et avec la Direction Générale de Coopération Internationale du Ministère des Affaires Étrangères, du Commerce International et des Cultes de la République Argentine.

Article Sixième. Réciprocité.

Chaque Partie de l'Accord s'engage à reconnaître les contributions de l'autre pour l'exécution des activités accordées dans des publications, des rapports,

matériel informatif, messages et tout autre moyen de diffusion de ces activités. Les Parties conviennent d'être consultées par écrit sur la publication des résultats, en donnant la reconnaissance nécessaire à la contribution de l'autre Partie.

Article Septième. Solution de divergences.

Toute divergence dans l'exécution du présent Accord sera résolue en accord mutuel entre les Parties.

Article Huitième. Utilisation, Durée et Modifications.

Le présent Accord entrera en vigueur à la date de sa dernière signature et aura une validité de douze (12) mois.

Avant la date de finalisation, les termes du présent Accord pourront être modifiés par accord explicite des Parties via un addendum, qui fera partie intégrale de cet Accord.

EN VERTU DE CE QUI PRÉCÈDE,

Les Représentants des Parties, légalement autorisés, signent le présent Accord, en deux exemplaires de teneur et validité égale, dans la ville de Port-au-Prince, République d'Haïti et de Buenos Aires, République Argentine.

Port-Au-Prince, à le 21 *set* 2009

Pour la République d'Haïti:



[Pour la signature de l'Argentine, voir à la fin du texte espagnol.]

[SPANISH TEXT – TEXTE ESPAGNOL]

**ACUERDO DE COOPERACIÓN
TÉCNICA ENTRE LA REPÚBLICA
ARGENTINA Y LA REPÚBLICA DE
HAÍTÍ.**

El Gobierno de la República Argentina y el Gobierno de la República de Haití, en adelante denominadas “las Partes”, suscriben el presente Acuerdo de Cooperación Técnica, sujeto a las consideraciones y artículos siguientes:

CONSIDERANDO:

El Acuerdo de Cooperación Científica y Técnica entre la República Argentina y la República de Haití del 15 de septiembre de 1980.

El trabajo realizado por la misión de cooperación del Ministerio de Economía y Finanzas Públicas de la República Argentina en Haití a partir de julio de 2006.

La visita de trabajo realizada por una delegación de funcionarios haitianos del Ministerio de Planificación y Cooperación Externa (MPCE) y del Ministerio de Economía y Finanzas (MEF) a la Dirección Nacional de Inversiones Públicas (DNIP) del Ministerio de Economía y Finanzas Públicas de la República Argentina durante el mes de abril de 2007 y los resultados de tal misión, en especial en lo referido a la viabilidad de transferir el sistema de banco de proyectos argentino (en adelante “BAPIN”) a Haití.

Que el esfuerzo conjunto y complementario de ambos Ministerios puede contribuir a mejorar la gestión de la inversión pública en Haití.

**LAS PARTES HAN CONVENIDO LO
SIGUIENTE:**

Artículo Primero. Objetivo.

A través del presente Acuerdo, las Partes buscarán fortalecer la capacidad de gestión del sistema de planificación de Haití y, en especial, de la programación de las inversiones públicas a través de la puesta en funcionamiento de un banco de datos de proyectos y programas del sector público.

Artículo Segundo. Descripción de la naturaleza de la cooperación.

Las Autoridades de Aplicación del presente Acuerdo, serán para la República Argentina: el Ministerio de Economía y Finanzas Públicas -MECON- y para la República de Haití: el Ministerio de Planificación y Cooperación Externa -MPCE- .

Por medio de este Acuerdo, el MECON se compromete a proporcionar al MPCE asistencia técnica y logística para la consecución del objetivo establecido en el artículo anterior y el MPCE se obliga a realizar las actividades técnicas necesarias para la ejecución del proyecto de puesta en marcha del banco de proyectos (BAPIN), de acuerdo al detalle de responsabilidades descriptas en el artículo 3.

Artículo Tercero. Responsabilidades de las partes.

A) Del Ministerio de Economía y Finanzas Públicas de la República Argentina:

- a) Realizar un seminario taller de tres semanas en Puerto Príncipe de presentación, análisis y funcionamiento del BAPIN.
- b) Traducir al francés y adaptar todo el material del sistema operativo (software) así como el soporte en manuales según las necesidades de Haití.
- c) Financiar el viaje y la estadía de cuatro funcionarios haitianos a Buenos Aires durante una semana a los efectos de

ajustar la versión final del sistema una vez adaptado a la realidad de Haití.

- d) Realizar en Puerto Príncipe un seminario de una semana para la formación de formadores para la instalación del sistema a los usuarios.
- e) Supervisar la realización de los primeros cursos de formación a los usuarios del sistema.
- f) Asistir al MPCE durante los primeros tres meses de funcionamiento del sistema y mantener un sistema de consulta permanente en el futuro.

B) Del Ministerio de Planificación y Cooperación Externa de la República de Haití:

- i) Asistir institucionalmente a las actividades del proyecto en la ciudad de Puerto Príncipe.
- ii) Asistir a los especialistas argentinos en la capacitación de los funcionarios haitianos.
- iii) Asegurar la identificación y selección del equipo de gestión y administración del BAPIN de acuerdo a los perfiles presentados en el proyecto.
- iv) Ofrecer las instalaciones y el equipamiento necesario para la realización de los seminarios en Puerto Príncipe.
- v) Asistir a los expertos argentinos en la adaptación del sistema a las condiciones de Haití, incluyendo la traducción del material.
- vi) Coordinar con los técnicos argentinos la capacitación de formadores y las primeras capacitaciones a usuarios del sistema.
- vii) Asegurar las condiciones de trabajo necesarias para el funcionamiento del equipo administrador del sistema.

C) Responsabilidades conjuntas

Al final de la etapa inicial, las Autoridades

de Aplicación evaluarán los resultados obtenidos y consensuarán la posibilidad de continuar con las actividades, incorporando eventuales nuevos componentes al proyecto.

Artículo Cuarto. Mecanismos de coordinación y decisión.

Para asegurar la buena marcha y finalización de la cooperación establecida en este Acuerdo, las Autoridades de Aplicación designan, por el Ministerio de Economía y Finanzas Públicas de la República Argentina, al Sr. Alejandro López Accotto y al Sr. Manuel Weich; y por el MPCE a su Director General Adjunto, Sr. Wilner Valcin y su Director de Gabinete, Sr. Claude Grand Pierre, quienes serán los responsables de la planificación y seguimiento del Proyecto. Las Autoridades de Aplicación se comunicarán entre sí, por vía diplomática, en caso de producirse un cambio en los nombres de los responsables designados en el párrafo anterior.

Artículo Quinto.

Para la realización de las actividades que de acuerdo al Artículo 3º, punto A); corresponden al Ministerio de Economía y Finanzas Públicas de la República Argentina, los responsables mencionados en el artículo anterior coordinarán sus actividades con la Embajada Argentina en Haití y con la Dirección General de Cooperación Internacional del Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto de la República Argentina.

Artículo Sexto. Reciprocidad.

Cada Parte del Acuerdo se compromete a reconocer a la otra sus contribuciones para la ejecución de las actividades pactadas en publicaciones, informes, material

informativo, mensajes y cualquier otro medio de difusión de estas actividades. Las Partes convienen en consultarse por escrito la publicación de los resultados, dando el debido reconocimiento a la contribución de la otra Parte.

Artículo Séptimo. Solución de Controversias.

Cualquier divergencia en la ejecución del presente Acuerdo será resuelta de mutuo acuerdo entre las Partes.

Artículo Octavo. Vigencia, Duración y modificaciones.

El presente Acuerdo entrará en vigor a la fecha de su última firma y tendrá validez por un período de doce (12) meses.

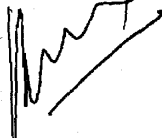
Antes de la fecha de finalización, los términos del presente Acuerdo podrán ser modificados por acuerdo expreso de las Partes mediante un addendum, que formará parte integral de este Acuerdo.

EN FE DE LO ANTERIOR,

Los Representantes de las Partes legalmente autorizados, firman el presente Acuerdo, en dos ejemplares de igual tenor y validez en la ciudad de Puerto Príncipe, República de Haití y en Buenos Aires, República Argentina.

Buenos Aires, a los 21 días de septiembre de 2009.

Por la República Argentina:



[For the signature of Haiti, see at the end of the French text -- Pour la signature d'Haiti, voir à la fin du texte français.]

[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT ON TECHNICAL CO-OPERATION BETWEEN THE
ARGENTINE REPUBLIC AND THE REPUBLIC OF HAITI

The Government of the Argentine Republic and the Government of the Republic of Haiti, hereinafter referred to as “the Parties”, have signed this Agreement on Technical Co-operation, subject to the considerations and articles below:

Considering:

The Agreement on Scientific and Technical Co-operation between the Argentine Republic and the Republic of Haiti of 15 September 1980.

The work done in Haiti since July 2006 by the co-operation mission of the Ministry of Economy and Public Finance of the Argentine Republic.

The working visit made by a delegation of officials from the Haitian Ministry of Planning and External Co-operation (MPCE) and the Ministry of Economy and Finance (MEF) to the National Directorate of Public Investment (DNIP) of the Ministry of Economy and Public Finance of Argentina in April 2007 and the results of that mission, particularly with regard to the viability of transferring the Argentine project bank system (hereinafter “BAPIN”) to Haiti.

That the joint and complementary efforts of both ministries can contribute to improving the management of public investment in Haiti.

The Parties agree as follows:

Article 1. Purpose

Through this Agreement, the Parties undertake to build management capacity within Haiti’s planning system and, in particular, the apportionment of public investment, by commissioning a database of public sector projects and programmes.

Article 2. Description of the nature of the co-operation.

The implementing authorities for this Agreement will be, for the Argentine Republic: the Ministry of Economy and Public Finance, MECON; and, for the Republic of Haiti: the Ministry of Planning and External Co-operation, MPCE.

Through this Agreement, MECON undertakes to supply MPCE with technical and logistical support for the achievement of the target set out in the previous article; and MPCE undertakes to perform the technical work necessary to implement the project bank (BAPIN) startup project, pursuant to the detailed responsibilities set out in Article 3.

Article 3. Parties’ responsibilities.

A) Ministry of Economy and Public Finance of the Argentine Republic:

a) To conduct a three-week seminar/workshop in Port-au-Prince to present an analysis of BAPIN and its operation.

b) To translate into French and adapt all the operating system materials (software) as well as manuals to Haiti's particular needs.

c) To finance a one-week trip to Buenos Aires by four Haitian officials, and their accommodation expenses, to fine-tune the system once it is adapted to the Haitian situation.

d) To conduct a one-week seminar in Port-au-Prince to train the trainers in installing the system for end users.

e) To supervise the administration of the first training courses for system users.

f) To assist MPCE during the first three months of system operation and to maintain an ongoing consultation system.

B) Ministry of Planning and External Co-operation of the Republic of Haiti:

i) To provide institutional assistance to project activities in the city of Port-au-Prince.

ii) To help Argentine specialists to train Haitian officials.

iii) To identify and select the BAPIN management and administration team based on the profiles in the draft.

iv) To provide the requisite facilities and equipment in Port-au-Prince.

v) To help the Argentine experts to adapt the system to the Haitian situation, in particular by translating materials.

vi) To co-ordinate training of trainers and initial training for end users with the Argentine technicians.

vii) To put in place the necessary conditions for operation of the system administrator's equipment.

C) Joint responsibilities

At the end of the initial stage, the implementing authorities shall evaluate the results achieved and come to an agreement on the advisability of continuing the activities, incorporating any new components into the project.

Article 4. Co-ordination and decision mechanisms

To ensure the smooth running and completion of the co-operation established in this Agreement, the implementing authorities hereby designate, for the Ministry of Economy and Public Finance of the Argentine Republic, Mr. Alejandro López-Accotto and Mr. Manuel Weich and, for the MPCE, its Deputy Director General, Mr. Wilner Valcin and his Chief of Staff, Mr. Claude Grand-Pierre, who will be responsible for project planning and follow-up.

Should any change be made in the officials designated in the previous paragraph, the implementing authorities shall so notify one another through the diplomatic channel.

Article 5.

In carrying out the activities which, under Article 3(A), are under the responsibility of the Ministry of Economy and Public Finance of the Argentine Republic, the officials mentioned in the preceding article shall co-ordinate their activities with the Argentine Embassy in Haiti and the Directorate General for International Co-operation of the Ministry of Foreign Affairs, International Trade and Worship of the Argentine Republic.

Article 6. Reciprocity.

Each Party to the Agreement undertakes to recognize the other Party's contributions in terms of carrying out the activities agreed to in publications, reports, informational materials, messages and other means of disseminating those activities. The Parties agree to be consulted in writing on the publication of results and to give appropriate recognition to the other Party's contribution.

Article 7. Dispute settlement

Any dispute as to the performance of this Agreement shall be resolved by mutual agreement between the Parties.

Article 8. Use, duration and amendments

This Agreement shall enter into force on the date of the last signature and shall be valid for twelve (12) months. Before the closing date, the terms of this Agreement may be modified by express agreement of the Parties through an addendum, which will be an integral part of this Agreement.

NOW THEREFORE,

The representatives of the Parties, being legally authorized thereto, have signed this Agreement in duplicate, both copies having identical content and being equally authentic, at Port-au-Prince, Republic of Haiti, and Buenos Aires, Argentine Republic.

Port-au-Prince, 21 September 2009

For the Republic of Haiti:
PAUL ANTOINE BIEN-AIMÉ

Buenos Aires, 21 September 2009

For the Argentine Republic:
RODOLFO OJEA QUINTANA